



HAL
open science

Néolibéralisation des politiques de traitement de la pauvreté à Jakarta, des inégalités aux injustices

Judicaëlle Dietrich

► **To cite this version:**

Judicaëlle Dietrich. Néolibéralisation des politiques de traitement de la pauvreté à Jakarta, des inégalités aux injustices. *Justice spatiale = Spatial justice*, 2014, Ville, néolibéralisation et justice, 6, <http://www.jssj.org/article/neoliberalisation-des-politiques-de-traitement-de-la-pauvrete-a-jakarta-des-inegalites-aux-injustices/>. halshs-01512546

HAL Id: halshs-01512546

<https://shs.hal.science/halshs-01512546v1>

Submitted on 23 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Néolibéralisation des politiques de traitement de la pauvreté à Jakarta, des inégalités aux injustices

Judicaëlle Dietrich

Laboratoire ENeC Espaces, Nature et Culture – UMR 8185

Résumé

En tant que métropole participant au processus d'émergence de l'économie de son pays, Jakarta prend part au double mouvement de course à la compétitivité avec les autres métropoles majeures de la région tout en cherchant à maintenir officiellement une justice sociale pour sa population. Jakarta intègre aujourd'hui les normes du système capitaliste néolibéral, tout en refusant le désengagement de l'Etat. Cette politique n'a pas permis jusqu'ici la réduction des inégalités dans la métropole, voire participe à sa fragmentation. Ces évolutions touchant la gouvernance de la ville permettent de témoigner des nouveaux principes guidant l'action, en particulier portant sur la lutte contre la pauvreté. Les nouvelles pratiques appuyées sur la stratification sociale de la société déjà forte et ancienne développent une individualisation du phénomène de pauvreté et de son traitement, valorisant la monétarisation des services publics et des aides (sociales et des ONG). Au-delà d'inégalités, ce sont bien des injustices qui sont réalisées dans ce nouveau contexte capitaliste assurant la reproduction des rapports de domination et une modernisation conservatrice de la société. Cet article cherche ainsi à montrer les tensions entre la compétitivité des territoires constitutives de l'insertion des métropoles dans l'économie mondialisée et les distorsions produites à l'échelle nationale et du territoire urbain, tels que les phénomènes d'exclusion et la fragilisation de la cohésion sociale.

Mots clés : Injustice spatiale, Jakarta, modernisation conservatrice, néolibéralisation, politiques urbaines.

Dès les années 1970, l'Indonésie et Jakarta connaissent une phase de développement accéléré, organisée par le gouvernement central. La Banque mondiale a très tôt salué les efforts du régime de Suharto en le considérant comme un de ses « meilleurs élèves » (Bakker, 2007) car il respectait les principes de cette institution financière ayant comme fonction de réduire la pauvreté dans le monde. Le développement n'ayant pas comme conséquence la réduction des inégalités (Kuznets, 1955), les écarts sociaux apparaissent encore aujourd'hui, notamment dans la métropole capitale. Jakarta s'insère de plus en plus dans le système global et connaît les manifestations spatiales que d'autres grandes villes connaissent en lien avec la mondialisation et la métropolisation, telles que la verticalisation du bâti, l'accentuation des phénomènes de fragmentation, et l'évolution des fonctions urbaines faisant intervenir de nouveaux acteurs (Le Goix, 2005). A l'échelle urbaine, apparaissent également de nouveaux modes de gouvernance qui semblent plus efficaces pour la mise en place de stratégies de compétitivité.

Dans ce nouveau contexte dominant, qui fixe les cadres et objectifs des politiques urbaines, on peut s'interroger sur l'intégration des enjeux de réduction de la

pauvreté, pourtant fil rouge des discours des bailleurs de fonds, organisations non gouvernementales et gouvernements nationaux, restant par ailleurs acquis aux principes de la néolibéralisation. L'intérêt de l'usage de cette notion est qu'il permet d'aborder l'influence des transformations du capitalisme sur l'évolution des formes de gouvernement des villes (Harvey, 1989), impliquant de nouveaux rapports de force et de nouvelles formes de stratification sociale qui se recomposent dans l'espace urbain. Le concept de néolibéralisation permet de qualifier l'insertion des rapports marchands dans les politiques urbaines (Béal, 2010), en prenant en compte les dynamiques de restructurations politique et économique (Brenner and Theodore, 2002). A la différence du libéralisme, la néolibéralisation n'implique pas le désengagement de l'Etat, mais l'utilisation de celui-ci dans la stratégie de diffusion des mécanismes marchands dans tous les domaines (Tickell and Peck, 2003, p.166).

L'analyse des modes de gouvernance permet aussi de poser la question des inégalités spatiales dans l'espace urbain, voire de leur mutation en injustices. La reprise du concept de justice spatiale hérité des travaux d'Henri Lefebvre (1968, 1974) fait ainsi appel à un travail critique portant sur les formes d'organisation de l'espace et les rapports sociaux qu'elles entraînent (Brennetot, 2010) : l'analyse de la structuration de l'espace urbain d'une ville métropole au prisme de la justice spatiale aborde la composition interne des lieux, la distance qui les sépare et les pratiques spatiales qui en découlent. L'entrée par les politiques urbaines permet de travailler sur les objectifs, sur la(es) population(s) bénéficiaire(s) des discours et des actions en intégrant l'intentionnalité et sur la responsabilité des acteurs face à des situations et des relations sociales inégalitaires (Brennetot, 2010).

On peut aussi se demander en quoi la néolibéralisation des politiques urbaines à Jakarta est la mise en œuvre d'un discours dominant qui promeut une gestion plus *entrepreneuriale* (Harvey, 1989) de la ville touchant en particulier le traitement des pauvres et de la pauvreté, notamment par son individualisation. Plus généralement, la réflexion permettra d'interroger le lien entre politiques publiques urbaines néolibérales et production d'inégalités sociales et spatiales.

Le propos s'appuie sur un travail doctoral en cours utilisant des méthodes d'observation sur le terrain dans plusieurs quartiers sélectionnés, à Jakarta et à Bekasi, et qualifiés de « pauvres » par les acteurs en charge du traitement du phénomène. Ces enquêtes ethnographiques se sont accompagnées d'entretiens qualitatifs auprès des populations de ces quartiers. A cela s'ajoute l'étude détaillée de rapports, lois et plans d'aménagements de la ville afin d'en faire apparaître les implications dans la gestion de la pauvreté et leur dimension néolibérale. Pour analyser les politiques urbaines de traitement de la pauvreté, des entretiens ouverts ont été menés avec les acteurs concernés (une cinquantaine d'entretiens enregistrés dans les locaux des organismes et institutions, civiles, internationales et gouvernementales ou non gouvernementales). Ce travail est accompagné par l'observation des actions mises en place, depuis leur programmation jusqu'à leur réalisation, à partir de la collecte des rapports de ces interventions mais aussi du suivi des démarches et des opérations sur le terrain des acteurs précédemment évoqués.

Cet article retracera dans une première partie le choix de la néolibéralisation dans la ville de Jakarta et ses conséquences, en lien avec un contexte général de compétition globale mais aussi avec la mise en place de jeux d'acteurs au service de cette compétitivité urbaine. Ainsi, les politiques urbaines évoluent, notamment avec la privatisation des services urbains et la diffusion des rapports marchands dans les rapports sociaux, visibles dans les politiques d'aide à destination des populations les plus défavorisées. La mise en œuvre de ces nouvelles normes néolibérales sera présentée dans la deuxième partie de ce texte, où nous identifierons le renoncement non explicite à la justice sociale et spatiale par les choix politiques. Enfin, le propos s'attachera en troisième partie à comprendre les interactions entre néolibéralisation et pauvreté, en faisant apparaître le passage de l'inégalité à l'injustice et en s'appuyant sur les nouvelles manières de penser la pauvreté et sur la mise en œuvre des politiques de traitement de ce phénomène.

1- La construction d'un dogme : de l'ancrage de Jakarta dans une perspective néolibérale

Dès 1989, David Harvey présentait le glissement entrepreneurialiste au service des mécanismes de la compétition interurbaine dans les villes « capitalistes avancées ». Cette évolution de la gouvernance urbaine a, depuis, touché aussi les villes dites des Suds. Elle fait apparaître de nouveaux acteurs et de nouvelles pratiques dans les politiques urbaines marquées par la diffusion de l'idéologie néolibérale. Cependant, au-delà de la mise en œuvre des principes d'une idéologie (le néolibéralisme), il importe de comprendre le processus dont les modalités et les résultats peuvent diverger de la *doxa* de départ (Brenner et Théodore, 2007).

Du néolibéralisme à la néolibéralisation

Par la notion de néolibéralisation, les *urban studies* font émerger une volonté nouvelle d'analyser les transformations du capitalisme en identifiant tant son échelle privilégiée que ses applications dans les politiques urbaines. L'idée est de montrer l'aspect processuel de la diffusion des préceptes néolibéraux dans la société, et en particulier son accélération récente liée aux restructurations des Etats et à la production de politiques urbaines spécifiques. On insiste alors sur les négociations des régulations héritées, politiques et institutionnelles, avec le développement de projets clairement ancrés dans une perspective néolibérale du marché engendrant dès lors de nouvelles normes (Brenner et Theodore, 2002). David Harvey (1989) identifie la place privilégiée des villes dans la nouvelle géographie du marché, en tant que levier pour favoriser l'accumulation du capital. Cette échelle permet la mise en relation de plusieurs types d'acteurs, dont le partenariat public privé (PPP) est une nouvelle forme d'alliance adaptée à ces évolutions. Durant la majeure partie du XXème siècle, les services urbains dépendaient de monopoles publics. En effet, jusqu'à la fin des années 1970 et 1980 (voire un peu après dans le secteur de l'eau), il y avait consensus sur le fait qu'en l'absence de contrôle public, les entreprises privées allaient pratiquer des prix trop élevés tout en desservant insuffisamment la population, occultant ainsi les enjeux de santé publique. Pourtant, dès les années

1990, les partisans de la participation du secteur privé ont lancé des critiques régulières relevant les défaillances des monopoles publics et valorisant une alternative néolibérale. La littérature pro-privé (Mergos, 2005) soutenait que les services publics auraient tendance à être inefficaces, en sureffectif, probablement corrompus et manipulés par les politiciens (ayant des objectifs de court terme), et qui donc ne répondraient pas aux exigences des consommateurs (entretiens et discussions informelles auprès de Suez Environnement entre avril et juin 2006) notamment dans les milieux défavorisés. C'est à partir de cette décennie surtout que les priorités des institutions financières internationales ont fait évoluer leurs fondamentaux, partant de la Banque mondiale pour toucher les agences d'aide au développement et les pays développés déjà acquis à la dérégulation, la libéralisation et la privatisation. C'est la mise en place du consensus de Washington et de l'évidence historique de l'efficacité de la privatisation. Dès lors, à partir de ces nouvelles analyses portant sur les échecs des services publics urbains, qui sont issues des acteurs privés mais soutenues par une partie de la littérature académique, la néolibéralisation des politiques urbaines a été présentée comme la « panacée » (McGranahan, Satterthwaite, 2006). L'efficacité économique réclamée dans une compagnie privée serait donc un moyen d'assurer une meilleure qualité de service (Mergos, 2005) : telle est la « bonne gouvernance » devenue la *doxa* des organismes internationaux. De plus, le PPP (en tant qu'arrangement institutionnel) est un contrat qui maintient le pouvoir des gouvernements locaux dans les projets tout en permettant l'attraction de financements extérieurs (Bouinot, 1987). L'Etat ne s'est donc pas retiré en tant que tel, mais on observe une réorientation de l'intervention de l'« Etat national providence et keynésien » vers l'« Etat post-national compétitif et Schumpétérien » (Jessop, 1993, cité par Béal, 2010) dont l'objectif est moins la redistribution sociale et spatiale que la recherche de compétitivité des territoires. En effet, le PPP est une opération spéculative (Harvey, 1989) dont le risque est en grande partie assumé par le secteur public et dont les acteurs privés peuvent récupérer les bénéfices. Cette reconfiguration de la puissance publique s'exprime alors dans la ville en portant davantage l'attention sur l'amélioration de l'image de la ville que sur celle des conditions de vie des habitants. Ainsi, Harvey dénonce le détournement des politiques urbaines de la mise en œuvre d'une justice sociale et spatiale au profit de la quête de la compétitivité.

Pour la compétitivité des villes : l'échelle privilégiée de la néolibéralisation

Ces recompositions du rôle de l'Etat dans un contexte de mise en compétition des espaces a alors produit la valorisation de nouvelles échelles, en particulier celle des grandes villes, pour faciliter l'accumulation du capital (Brenner, 2009). Les grandes villes, aidées par les réformes politiques telles que la décentralisation, auraient en effet un rôle privilégié et nouveau dans l'insertion des Etats dans l'économie mondialisée.

Aujourd'hui, Jakarta (anciennement Batavia, restée capitale politique du nouvel Etat) est une métropole en plein développement. Les régimes successifs après

l'Indépendance (17 août 1945¹) ont continué à imposer la capitale comme le centre majeur du pays, appuyant surtout sa croissance économique. En lien avec le phénomène mondial d'urbanisation (très rapide dans les pays des Suds), les villes, et Jakarta en premier, bénéficient auprès des Indonésiens d'une image positive, de succès et d'ascension sociale possible ; la croissance démographique (pas toujours maîtrisée) est un des changements les plus forts que l'espace urbain a dû absorber². En un demi-siècle, la ville s'est ainsi transformée en une métropole tentaculaire, et une mégapole de presque dix millions d'habitants au cœur d'une région urbaine de vingt-trois millions d'habitants en 2012 pour devenir un des plus grands complexes urbains d'Asie du Sud-est. Avec l'accélération de la mondialisation et la mise en réseau des métropoles à l'échelle mondiale, Jakarta s'est progressivement affirmée comme un nœud privilégié pour l'Indonésie, le point de contact permettant l'insertion dans les réseaux économiques et d'échanges mondiaux. Centre économique, financier et politique, Jakarta concentre les pouvoirs. Cette domination économique est confirmée par le poids de Jakarta dans le Produit intérieur Brut (plus de 16%) et reste la première province contributive à cet indicateur (Données BPS)³. Cette mise en valeur stratégique s'explique par la prise de conscience du rôle des villes dans les processus d'accumulation. Les États se sont saisis de cette opportunité urbaine afin d'assurer leur présence dans les stratégies du capital. Le défi est, pour ces pays en développement et émergents, de s'insérer dans le système dominant qu'est le capitalisme mondialisé afin d'en tirer les bénéfices.

L'image au service de l'émergence d'un nouveau groupe social dominant : la production de la ville

Jakarta s'impose comme la vitrine de la réussite économique de l'Indonésie et le levier privilégié d'insertion dans la compétition métropolitaine internationale. Afin de témoigner de ce dynamisme, la ville se doit de présenter un certain nombre de caractéristiques évocatrices de modernité dans les villes asiatiques. Il est clairement affirmé dans la présentation du schéma directeur de Jakarta pour 2030 la volonté de créer dans le centre un ensemble « intégré de services par l'encouragement d'un aménagement physique vertical » (municipalité de Jakarta, 2010). Ces recompositions urbaines illustrent ce que Marcuse et van Kempen (2000) appellent le « nouvel ordre spatial » lié à l'impact de la néolibéralisation sur la structure interne des villes globales, ou qui cherchent à le devenir. Cela apparaît dans les nouvelles formes urbaines de la ville, son organisation, dans son ensemble et avec ses périphéries, mais aussi dans les services urbains, progressivement privatisés, participant ainsi à la généralisation des mécanismes marchands dans la gestion urbaine. Du fait de cette

¹ Date de proclamation unilatérale de l'Indépendance, celle-ci n'a été reconnue qu'en 1949 par les Néerlandais.

² Le taux de croissance de Jakarta a été de 25% par an entre 1948 et 1952 et une moyenne de 7% entre 1952 et 1965 alors que le gouvernement n'avait anticipé une croissance que de 4%/an (Silver, 2008).

³ Plus de 982 millions de Roupies soit plus de 100 000 dollars. Il faut probablement prendre cette donnée avec prudence du fait des limites pour évaluer l'économie réelle liées à la non prise en compte des activités informelles.

nouvelle compétition inter-urbaine, des acteurs municipaux – d'autant que la décentralisation, adoptée par de nombreux pays et notamment par l'Indonésie, leur en donne le pouvoir – sont mis en présence directement avec la finance internationale (Harvey, 1989) puisque des entreprises privées participent directement à la gestion de la ville, de sa population et de ses espaces. La décentralisation, instaurée depuis 2001 au niveau des municipalités et des départements, appuie ainsi la recomposition des pouvoirs et la renégociation des compétences, faisant émerger de nouveaux acteurs (autres que l'Etat nation) dans la production de la ville.

Les années 1990 marquent en Indonésie, comme dans presque toute l'Asie du Sud et du Sud-est, le lancement des politiques de libéralisation économique et d'ouverture au marché international (Dupont, 2007). Cette insertion dans la mondialisation de plus en plus prégnante demande aux municipalités de déployer des efforts pour attirer des capitaux étrangers. Ces orientations et politiques urbaines ont un impact sur la restructuration spatiale de la capitale et en particulier sur les quartiers défavorisés. Il s'agit ainsi de débarrasser le paysage de la capitale des éléments dérangeants que pourrait par exemple constituer l'image de pauvreté associée à la visibilité des bidonvilles, ou à l'impression d'un manque de stabilité économique si un hôtel ou une tour de logement de luxe étaient entourés de quartiers informels, considérés comme des taudis (Dupont, 2007). On s'intéresse donc plus aux perceptions du promoteur ou de l'investisseur étranger potentiel qu'aux besoins des résidents habituels de la ville.

A l'échelle mondiale, le poids des grandes villes s'est affirmé dans les relations et les échanges, correspondant tant à une échelle d'action pertinente qu'à des lieux privilégiés favorisant l'accumulation du capital. Les conséquences sont observables dans les évolutions des formes urbaines (liées entre autres au rôle de l'image de la ville dans les représentations des acteurs) et dans les spécificités de la société dite urbaine. Ces restructurations seraient ainsi issues du processus de néolibéralisation touchant les politiques urbaines dans leurs méthodes et pratiques.

2- Les politiques urbaines à Jakarta sous les normes de la néolibéralisation

Pour mettre en lumière les processus de néolibéralisation de manière concrète, le cas des services urbains est souvent privilégié. En effet, la privatisation et la commercialisation de services relevant du bien public, répondant à certains besoins vitaux, posent la question de la nécessaire rentabilité que se doit de chercher une entreprise ancrée dans le système capitaliste alors même que ce bien public n'est pas garanti pour tous. Cela est d'autant plus problématique quand ces services sont insuffisants pour assurer le bien-être des citoyens, donc la sécurité en matière sociale et sanitaire de toute la ville.

Vers la privatisation comme solution au développement des services urbains : l'exemple de la gestion de l'eau à Jakarta

A Jakarta, cette situation critique concerne notamment l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Le manque d'infrastructures exclut une large partie de la population

d'un accès fiable à ces services fondamentaux⁴. Ces inégalités spatiales mais aussi sociales sont prégnantes et la pression démographique ne permet pas de ralentir ce phénomène, voire accentue encore les difficultés que connaît la majeure partie de la population urbaine (Texier, 2009) avec des conséquences graves pour la santé des habitants, variables cependant selon les quartiers et les niveaux de revenus. En effet, après l'héritage du réseau hollandais réservé aux Européens, l'extension progressive des infrastructures s'est faite prioritairement au bénéfice des quartiers aisés – et plus précisément des employés municipaux et responsables de la compagnie municipale de l'eau – reproduisant et perpétuant les inégalités socio-économiques ancrées dans l'espace urbain (UNDP, 2006) et ce, sous le prétexte d'assurer le paiement du service par les bénéficiaires et des difficultés techniques pour ajouter un réseau dans des quartiers déjà très denses. Ainsi, Jakarta se caractérise par un faible taux de raccordement par rapport aux autres grandes villes asiatiques (Bakker, 2007) où l'on peut identifier une continuité dans les logiques inégalitaires.

Ce retard accumulé dans le raccordement des citadins au réseau s'explique d'abord par un manque réel d'investissement. Le gouvernement indonésien dépense moins de 0,5% de son Produit Intérieur Brut pour les infrastructures urbaines⁵. Ce déficit est fortement aggravé par l'héritage du sous-investissement « délibéré » des années 1960-70 (Bakker, 2007). Ce choix politique est lié à l'analyse de Sadikin (gouverneur de Jakarta de 1966 à 1977) de ne pas encourager les migrations vers Jakarta en améliorant les conditions de vie dans les quartiers de migrants (que ce soit des *kampung*⁶ pauvres ou des quartiers informels). De plus, les services primaires et notamment l'assainissement étaient considérés comme relevant du domaine privé (Cowherd, 2002), devant ainsi être gérés à l'échelle du ménage.

Les faibles investissements par la puissance publique n'ont évidemment pas permis de réduire les inégalités d'accès à l'eau, participant ainsi au maintien d'une partie de la population dans la précarité (Crane, 1994). En 1998, au moment de la mise en place des concessions, le taux de couverture du réseau était de 33,9%. Face à cette crise vécue aussi dans d'autres mégapoles, les gouvernements des pays du sud et les agences internationales d'aide au développement ont émis le vœu dès 1980 de fournir de l'eau potable à tous les habitants des villes à la fin de la Décennie Internationale de l'eau potable et de l'Assainissement (1980-1990). Pour atteindre cet objectif, les Etats se sont engagés dans des politiques sociales de raccordement des populations à faibles revenus, dans des programmes d'extension des réseaux d'eau et dans la mise en place de tarifications subventionnées. Dès 1975, le gouvernement de Jakarta s'était lancé dans un vaste programme pour la distribution de l'eau vers les quartiers défavorisés qui n'avaient pas fait l'objet de travaux d'extension du réseau (Bakker and al., 2006). La Banque mondiale et le Ministère des Travaux Publics

⁴ D'après l'estimation officielle en 2004, plus de la moitié des citadins serait connectée (56% selon Corps régulateur de Jakarta) : Bakker précise que ce chiffre est probablement trop « généreux » (Bakker, 2007).

⁵ La Banque mondiale estime que les pays développés investissent en moyenne 4% de leur PIB par an pour les infrastructures dans les années 1990. L'Indonésie est donc bien en dessous de cette moyenne (Mergos, 2005).

⁶ Terme local que l'on pourrait traduire par « village urbain ».

indonésien ont financé l'installation de bornes fontaines publiques pour 120 000 personnes. Pour les plus éloignés du réseau, des camions citernes ont été mis en place en plus des puits. Les subventions à la connexion domestique constituent le programme le plus coûteux, selon la localisation du réseau, la pression et la qualité de l'eau. Parallèlement, un grand nombre de latrines publiques dites MCK gérées par des acteurs privés ont été créées. Ces installations sont très développées dans les quartiers pauvres et les bidonvilles.

Malgré ces efforts, en 1994, la Banque mondiale constate une situation dramatique à Jakarta dans le domaine de l'accès à l'eau associée à de grands problèmes environnementaux : en 1994, seuls 25% des résidents de la ville de Jakarta ont leur logement connecté au réseau municipal de distribution et les eaux polluées et souillées se déversent directement dans des fosses septiques peu fonctionnelles, les rivières et canaux locaux (Bakker, 2003). Jakarta fait d'ailleurs face à une situation particulière voire paradoxale du fait de son site très sensible aux inondations, donc au défi de gérer de l'eau en excès à certains moments. Jakarta est en effet parcourue par 13 rivières et est exposée aux marées du fait de son site bas et de l'affaissement du sol lié entre autres aux ponctions excessives dans la nappe phréatique. Les inondations sont de plus en plus intenses, comme le rappelle Pauline Texier (2011) : alors que la ressource apparaît comme abondante dans cette zone tropicale, on observe une véritable pénurie de l'accès au service sécurisé. C'est pourquoi la Banque mondiale propose à la fin des années 1990 une nouvelle approche pour répondre à l'inefficacité opérationnelle des services publics et au manque de capital pour l'investissement dans les infrastructures. En Indonésie, ce principe est accepté depuis le milieu des années 1990, afin de permettre les investissements étrangers dans les grandes villes et allouer le capital domestique dans les zones éloignées (Bakker, 2003). L'objectif affiché est ainsi la mise en œuvre d'une plus grande justice spatiale à l'échelle nationale mais aussi la réponse à la crise des services urbains. La municipalité connaît déjà une expérience positive de la privatisation dans les transports grâce à la réalisation d'autoroutes à péage durant la même décennie. Afin de favoriser le développement de la ville dans ce sens, la Banque mondiale lance en 1997, en accord avec le gouvernement indonésien et avec la compagnie municipale, un appel d'offre international pour la gestion de la production et de la distribution d'eau à Jakarta. Ce marché attire l'attention des grandes compagnies spécialisées : une grande capitale, disposant d'un grand marché avec une classe moyenne en augmentation et un très faible taux d'accès au service en réseau, est une véritable opportunité. En 1998, les contrats de concession sont alloués à deux des plus grandes entreprises de service d'eau au monde pour 25 ans, et renégociés rapidement du fait de la crise asiatique : Thames Water International⁷ pour l'Est de la ville et Lyonnaise des eaux⁸ pour l'Ouest, la séparation se faisant par la rivière Ciliwung.

⁷ L'entreprise britannique s'est progressivement désengagée et a revendu l'intégralité de ses parts en 2007 à des structures indonésiennes.

⁸ La compagnie française, aujourd'hui SUEZ *Environnement* menait à la fin des années 1990 une véritable politique d'expansion internationale : Buenos-Aires, Manille, Casablanca, etc.

Figure 1. Relations et répartition des pouvoirs dans le contrat de concession de Jakarta

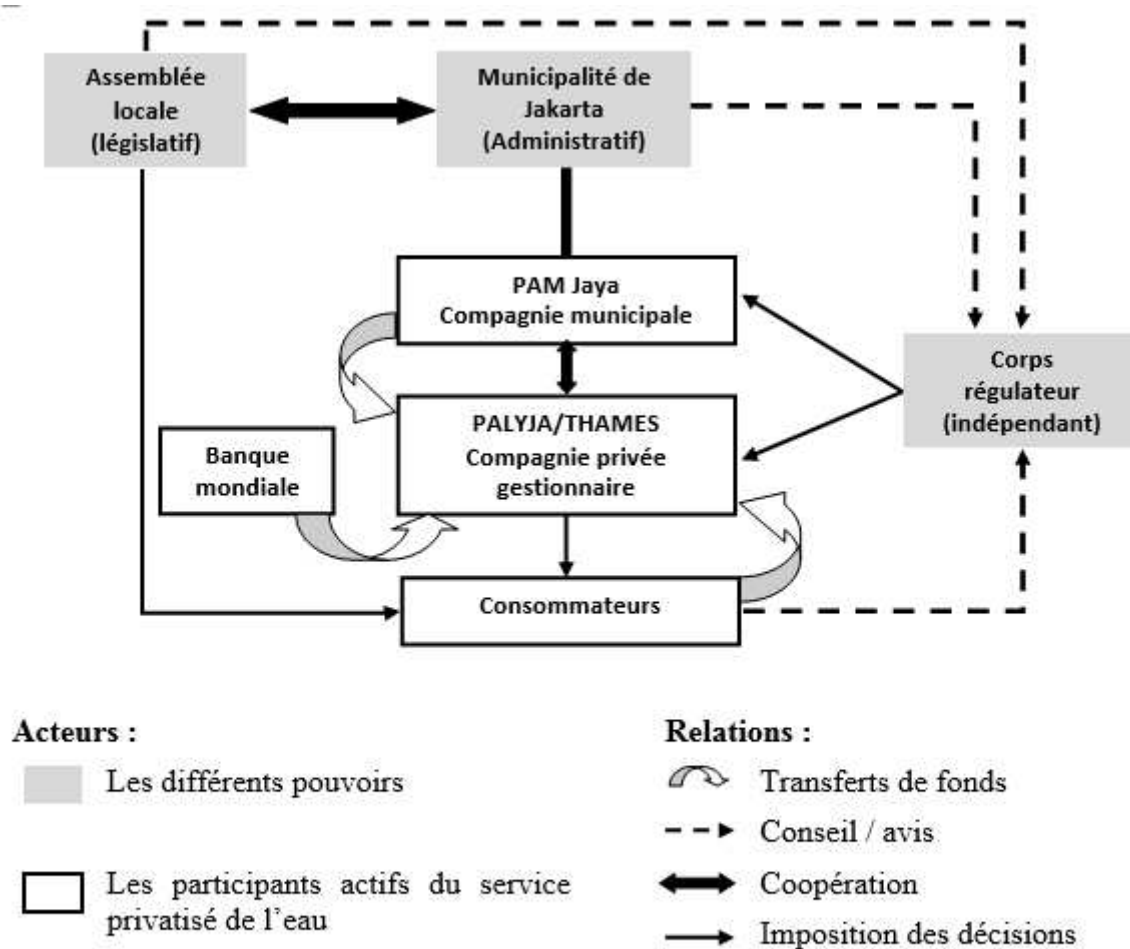


Figure 1 : Relations et répartition des pouvoirs dans le contrat de concession de Jakarta (Source : enquêtes à PALYJA, avril-juin 2006, Réalisation J. Dietrich)

Source : enquêtes à PALYJA, avril-juin 2006, Réalisation J. Dietrich

L'intervention du secteur privé a été contractualisée par un Partenariat Public – Privé suivant le modèle à la française promu par le bailleur international : les deux compagnies gestionnaires prennent en charge l'amélioration des infrastructures et assurent la qualité de l'eau distribuée. La municipalité garde un droit de regard et de décision dans tous les nouveaux projets comme l'adduction de nouveaux quartiers ou la politique tarifaire et la propriété du réseau. Ainsi, la privatisation n'est pas totale, mais les compagnies gèrent les concessions au nom de la compagnie municipale. C'est le système le plus répandu pour ces contrats avec le secteur privé (Mergos, 2005). C'est le moyen affiché de favoriser l'entrée de capital frais d'acteurs privés par ces nouveaux modes de contractualisation (De Castro, 2011) mais cet apport promis est loin d'être systématique. En effet, Suez demande, depuis, des

investissements par la municipalité pour étendre spatialement le réseau, n'estimant pas que ces dépenses doivent lui incomber. Un corps régulateur indépendant assure la transparence des relations et décisions prises par les différents acteurs et contrôle le respect des pouvoirs de chacun. Son rôle est plus souvent consultatif en pratique, mais la diversité et la quantité des acteurs en présence participent à la complexité de la prise de décision.

De la diffusion des mécanismes marchands par l'aide au développement

La privatisation des services urbains met en œuvre des « principes économiques libéraux qui commandent la modernisation marchande des services en réseaux » (Bakker, 2003). Ce choix, marqué par la pression des bailleurs, permet, d'après leurs convictions macro-économiques, d'améliorer leur fonctionnement et répond à la volonté des pouvoirs publics désireux d'investissements extérieurs mis à leur disposition. Ce moyen de financement, prôné notamment par la Banque mondiale, correspond à l'idéologie néolibérale cherchant à réduire le processus inflationniste (baisse du déficit de l'Etat et l'échelonnement de la dette) par la libéralisation et la stabilisation des économies. La répartition du financement de ce partenariat public-privé est ainsi pertinente à analyser afin de comprendre les implications de ces choix politico-économiques : les compagnies sont rétribuées par la municipalité au mètre cube produit, à un tarif fixe recouvrant le coût moyen de production et de distribution de l'eau propre. Etant donné l'état du réseau, il n'est pour le moment pas envisagé de desservir toute la population en eau potable. La municipalité, par une politique de tarification subventionnée et croisée, permet l'allègement des coûts pour les ménages modestes.

Tableau 1. Tarification en janvier 2007 et évolution des connexions différenciées selon le type de consommateur : en grisé, les tarifs supérieurs au coût de revient

Catégorie de consommateur	Description	Tarifs appliqués au 15 janvier 2007 par m ³ consommé en Roupies ¹			Evolution du nombre de connexions à Jakarta Ouest depuis le début de la concession		
		< 10m ³	11 à 20 m ³	>20m ³	1998	2009	Taux d'augmentation
Client social	Bornes fontaines, orphelinat, établissement de culte, établissement social	1 050	1 050	1 050	1 992	3 514	+76 %
Particuliers à bas revenus	Hôpital public, maison ou appartement très simple (moins de 28,8m ²)	1 050	1 050	1 575	9 585	82 269	+ 758 %
Classe moyenne	Maison ou appartement simples (entre 28,8 et 70m ²), citernes et camions	3 550	4 700	5 500	64 029	126 863	+ 98 %
Classe supérieure	Maison ou appartement de plus de 70 m ² , petites boutiques, artisans	4 900	6 000	7 450	53 950	80 218	+ 49 %
Petites entreprises	Appartement luxueux, bureaux, restaurants, Armée, établissements scolaires	6 825	8 150	9 800	48 610	86 426	+ 78 %
Grands comptes	Hôtels, usines, banques, condominium, centres commerciaux, entrepôts, industries, station-service	12 550	12 550	12 550	23 501	33 166	+41 %

Tableau 1 : Tarification en janvier 2007 et évolution des connexions différenciées selon le type de consommateur : en grisé, les tarifs supérieurs au coût de revient (Données PALYJA, Réalisation J. DIETRICH)

Source : Données PALYJA, Réalisation J. DIETRICH

71% des consommateurs payent un prix inférieur au coût de revient (PALYJA, 2010). Ainsi, les revenus issus des tarifs élevés ne couvrent pas la totalité des coûts de cette subvention. C'est donc la municipalité qui doit supporter la différence. Les pouvoirs publics ont donc tendance à s'endetter auprès des compagnies privées. Cela explique leurs réticences à appuyer l'extension du réseau et des connexions vers les quartiers pauvres qui ne payent qu'un sixième du coût de revient. Dans la pratique, ils renoncent donc à assurer et à soutenir des politiques de justice sociale et spatiale faisant pression régulièrement sur les compagnies privées⁹. Le risque financier lié à l'endettement est ainsi supporté par le secteur public et non par le privé. C'est ce que David Harvey présente comme une évolution vers l'entrepreneurialisme (1989). L'objectif n'est donc pas l'amélioration des conditions de vie mais le renforcement du rôle de la ville comme moyen d'accumuler du capital.

A cet aspect très lié à l'intervention du secteur privé dans la gestion urbaine, on peut ajouter une conception spécifique des conditions nécessaires pour bénéficier de l'aide de certaines ONG. La « volonté et la capacité de payer » (*"ability to pay"* et *"willingness to pay"*, les deux piliers de l'aide de certaines ONG) sont des conditions

⁹ Ces informations sont issues d'un stage de terrain effectué dans la filiale indonésienne de Suez en 2006.

identifiées comme essentielles par certains acteurs de la réduction de la pauvreté. Ces derniers sont directement liés dans leurs financements par l'idéologie néolibérale du fait de l'origine de leurs ressources ou de l'origine de leurs projets de développement : USAid, subventions par les firmes multinationales ou par des fondations privées,...). Ainsi, deux ONG internationales, enquêtées à Jakarta, défendent l'idée que pour une appropriation réelle par les populations cibles de l'aide apportée (que ce soit un assainissement ou une fosse septique, une connexion au réseau d'eau ou la rénovation du logement...), il est impératif que celles-ci aient la volonté et la capacité de payer cet investissement. La mise en position de demandeur des populations témoigne de l'évolution des actions de traitement de la pauvreté, sous forme de guichet, les maintenant dans une position d'infériorité. On voit ici le passage d'une politique plus globale à des interventions individualisées et soumises à une capacité de financement, donc à la possession nécessaire d'un capital par la personne « aidée ». Grâce à la mise en place de micro-crédits ou à leurs économies, les demandeurs doivent pouvoir financer au moins une partie de ce qu'apportent les acteurs de la réduction de la pauvreté. Ces actions sont pourtant clairement mises en œuvre dans l'intention de créer une plus grande justice mais les plus démunis, sans capital économique, sont exclus des actions pour la dite lutte contre la pauvreté. Plus encore que la simple capacité à participer financièrement pour bénéficier des programmes d'aide, les documents de travail internes révèlent la nécessité des « pauvres » d'affirmer leur volonté d'être aidés et de payer pour l'installation qui sera mise en place. A travers ces programmes, c'est bien la transmission et l'intégration des nouvelles normes néolibérales à la population urbaine cible qui est réalisée par le biais des ONG.

Les principes néolibéraux dans l'aide au développement, bien que critiqués, restent dominants dans les pratiques à Jakarta. De plus, la diffusion de la monétarisation des échanges et la valorisation de la propriété privée apparaissent comme des modalités d'application des politiques de réduction de la pauvreté dans ce contexte. Cela induit dès lors des stratégies de différenciation entre les urbains, des stratégies qui n'ont pas nécessairement comme objectif de réduire les inégalités entre eux.

3- Néolibéralisation et pauvreté : des inégalités aux injustices

Une conception exclusive de la ville et des citoyens : les détenteurs de permis de résider (KTP)

D'une ville compacte de 150 000 habitants en 1900, Jakarta est devenue une mégapole de plus de 9 millions d'habitants. La ville n'était pas préparée à une telle pression et les populations migrantes se sont principalement concentrées dans les villages urbains non planifiés et dans les bidonvilles. Ces villages urbains (*kampung*) sont perçus comme des « verrues » dans le paysage urbain, marqués par l'informalité et l'insalubrité. Leurs habitants sont aussi associés à des migrants poussés hors de leurs campagnes par la pauvreté, qui ne viennent pas à la ville par choix, donc seraient des ruraux inadaptés et dont les habitudes aggravent encore les conditions

d'habitat. Ces perceptions dominantes participent à la mise en œuvre de l'exclusion et sont essentielles à la compréhension des rapports entre ville et classes.

La politique de la ville close mise en place par Sadikin a formalisé cette différenciation entre les citoyens par l'espace en l'institutionnalisant par la carte d'identité (KTP, *Kartu Tanda Penduduk*). En effet, ce document administratif fait office de carte de résidence, donnant donc le droit légal de vivre à tel ou tel endroit. La personne qui s'installe hors de son sous-district doit demander l'autorisation aux autorités locales et procéder à la demande officielle d'une carte temporaire ou d'une nouvelle carte selon son projet. Il lui faut pour cela réunir une lettre du chef de voisinage (RT) et de quartier (RW) de départ et d'accueil, son ancien KTP, une lettre de déménagement issu des services administratifs de l'ancien lieu de résidence, une photo, son acte de naissance et de mariage (pour obtenir en même temps la carte de famille, *kartu keluarga*). La complexité de la bureaucratie et ses irrégularités institutionnalisées rendent le suivi de la procédure difficile pour des personnes déjà défavorisées. Celles-ci renoncent donc aux démarches. De ces deux documents dépend pourtant l'accès potentiel aux aides sociales de l'Etat et de la ville. En effet, afin de ne pas entretenir ou encourager les migrations, les pouvoirs publics interdisent l'aide aux personnes sans KTP ou vivant dans les espaces informels. Pour pouvoir bénéficier des programmes d'extension du réseau d'eau, ou d'aide à un assainissement individuel, le KTP est incontournable mais il faut aussi posséder le logement et la parcelle de manière légale. La complexité du système foncier rend cette deuxième condition particulièrement difficile à remplir. Ces principes sont imposés par l'ensemble des acteurs, refusant de remettre en cause le choix politique de la municipalité d'exclure ces populations fragilisées de tout programme dans la réduction de la pauvreté : au nom de la pérennité de leur action, ils assument le choix de ne pas travailler avec les informels/illégaux, que la municipalité pourrait faire déguerpir à tout moment. Une situation foncière non stable ou au statut non identifiable clairement est d'office exclue du projet.

On observe ainsi un appui des inégalités sociales et spatiales liées à l'accès aux services urbains ou au statut d'informalité d'un individu par les règlements et orientations des politiques urbaines. Le maintien organisé dans la précarité d'une partie de la population permet la reproduction de rapports sociaux inégalitaires entre les urbains (entre les migrants et les urbains anciennement installés en ville). Ces politiques sociales exclusives appuyées sur l'espace peuvent dès lors être qualifiées d'injustes puisqu'elles ne visent pas l'équité entre les individus.

La valorisation du pauvre entrepreneur

Les acteurs de la néolibéralisation identifiés précédemment participent aussi à l'émergence de nouvelles conceptions des « pauvres », comme le montrent les documents et ouvrages de communication de certaines ONG travaillant à Jakarta. En effet, on voit apparaître la volonté de ne pas analyser la pauvreté comme un phénomène de masse, conséquence d'un système inégalitaire (du fait de sa persistance), mais plutôt comme un élément ponctuel issu de parcours de vie individuels et dont la sortie, en actionnant quelques leviers, pourrait finalement assez

facilement se faire. C'est ce que montre *Nineteen* (2008), production d'une ONG des plus « actives » à Jakarta (ou du moins célèbre auprès des fonctionnaires municipaux à différents échelons et surtout auprès des bailleurs internationaux) qui relate l'histoire de dix-neuf vendeurs ambulants (image typique du travailleur pauvre et de l'informalité dans les perceptions occidentales, et en particulier des ONG internationales). Les « pauvres » et les « vendeurs ambulants » sont finalement des visages, dix-neuf histoires singulières permettant, par l'individualisation de ces récits, la désolidarisation d'un groupe pour n'en faire que des trajectoires personnelles. Ainsi, le vice-président de l'ONG affirme dès l'introduction que ces marchands « dominant le paysage urbain » et qu'ils sont les « icônes et les machines du secteur économique informel de Jakarta ». Entre l'image pittoresque des activités et un discours paternaliste et misérabiliste, l'ONG cherche à toucher la sensibilité du donateur occidental (public clairement visé étant donné le format et le coût de l'ouvrage). Mais les auteurs cherchent aussi à faire apparaître l'image du bon pauvre, tant esthétiquement que socialement valorisable : travailleur, doté d'un esprit d'entrepreneuriat, compétence remarquable d'après les critères néolibéraux, indépendant et ingénieux, qui, grâce à son travail harassant, répond aux besoins de sa famille, adaptable et flexible comme le montre ces expressions : « *the most resilient entrepreneurs* », « *their successes are attributable to classic business strengths, such as good management skills* », « *the degree of energy, resourcefulness and entrepreneurship demonstrated by these nineteen street vendors is remarkable, (...) this book serves as testament to their ingenuity and resolve* ». La flexibilité de l'emploi de ces entrepreneurs est valorisée, montrant leur capacité d'adaptation aux besoins et à la demande urbaine. Depuis l'analyse des racines du phénomène de pauvreté, ce prisme néolibéral est opérant ; ces ONG sont une base de référence et de justification des choix des politiques urbaines menées par le gouvernement municipal. La réponse ne peut donc être que dans les mêmes termes, favorisant le crédit, la monétarisation des relations sociales, mettant au cœur de l'analyse la nécessaire possession d'un capital.

Des inégalités aux injustices : la modernisation conservatrice par la néolibéralisation

L'idée du développement est profondément ancrée dans le modèle positiviste et associée à l'idée du progrès. Ce modèle, quelque peu téléologique, s'appuie sur les discours de la modernisation de la société ou de ses structures. C'est ici la présentation d'une analyse utilitariste pour qui la justice ne peut se réaliser sans développement ni progrès (Brennetot, 2011). Ces conceptions du développement valorisent la réalisation du bien-être collectif et du progrès par le soutien à la croissance des richesses. « *Dans cette perspective, la lutte contre les inégalités n'a pas pour vocation de corriger des injustices portant atteintes aux libertés fondamentales, à la démocratie ou aux droits de l'homme, mais bien de permettre à chaque territoire d'avoir la croissance économique la plus élevée possible pour améliorer les conditions de vie de sa population, souvent elle-même en phase de croissance.* » (Brennetot, 2011, p 118).

Gouvernements et ONG affirment clairement leur volonté de faire de la ville de Jakarta une cité « moderne » où il faut « éduquer » les populations pauvres dans le but de les faire devenir « modernes », de bons urbains. On observe, au-delà des comportements sociaux, l'intégration des nouveaux principes néolibéraux permettant de qualifier quelqu'un ou un groupe de « moderne » ou non. Ainsi, les vendeurs ambulants, en particulier d'eau, ne sont pas considérés comme porteurs de progrès (voire iraient à l'encontre de l'expansion des grandes firmes multinationales), donc ne sont pas aidés, alors que la coexistence de systèmes alternatifs et d'un modèle centralisé est reconnue comme répondant à des économies politiques complémentaires et concurrentes (Swyngedouw, 2010). Pourtant, tous ceux qui ne peuvent accéder légalement à un logement ou à un terrain dépendent toujours de ces modes alternatifs d'approvisionnement, puisqu'ils sont exclus des programmes d'aide sociale ou d'amélioration des infrastructures (tels que l'extension ou l'amélioration du réseau d'eau). Ils sont donc contraints de perpétuer ces pratiques considérées comme « non modernes »¹⁰ et stigmatisées par les slogans des ONG. Dans le même temps, les tarifs des vendeurs d'eau ambulants, pour ceux qui en dépendent toujours, augmentent. En effet, du fait de la connexion progressive au réseau d'eau de certains logements, ils perdent une partie de leur clientèle. Certains changent d'activité, ce qui nécessite alors de faire venir le service de plus loin, ce qui est, là encore, plus coûteux. Cet engrenage touche ainsi les populations informelles ou pauvres qui n'ont pu bénéficier du projet de développement, c'est-à-dire les personnes et ménages déjà les plus fragilisés, qui voient dès lors leur accès à cette ressource vitale devenir plus difficile économiquement.

Depuis l'Indépendance, les régimes successifs se sont employés à assurer la modernisation du pays et de Jakarta en suivant le modèle du développement. La modernisation des structures économiques et sociales via la néolibéralisation des formes de gouvernance sont permises par la mise en œuvre de politiques urbaines ayant véritablement cette visée. Mais les pratiques et le traitement de la pauvreté ne sont pas nécessairement réalisés de manière équitable, excluant une partie de la population du fait de son statut juridique, et les plus pauvres du fait de leur manque de capital. Développement certes, inégal oui comme l'a montré déjà largement la littérature (Amin 1973 ; Bret, 2000) (un développement uniforme serait utopique) mais finalement injuste puisque l'équité dans la redistribution des biens n'est pas réalisée dans le but de tirer les plus pauvres vers le haut. Ainsi, on pourrait ici parler de « modernisation conservatrice »¹¹. Cette expression, répandue chez les sociologues, recouvre des réalités plus larges mais elle se présente comme un oxymore : elle souligne comment une modernisation technique peut être conservatrice du point de vue social. Les élites anciennes parviennent à participer à cette modernisation voire à en capter les bénéfices afin de consolider leur domination sociale. C'est ce processus qui nous conduit à reprendre le terme proposé par Bernard Bret (2000) de « modernisation de l'injustice ».

¹⁰ Source : enquêtes de terrain à Kalideres, Jakarta Ouest, juillet 2011.

¹¹ Cette expression utilisée entre autres dans le cas de la réforme agraire brésilienne fait référence à l'amélioration globale des techniques et des revenus mais cette évolution ne se réalise pas dans l'intérêt des plus pauvres, voire les exclue.

Conclusion

D'un dogme international auquel il faut adhérer afin de s'insérer pleinement dans des échanges et relations mondialisés, au processus de transformation des modes d'action des politiques urbaines et des acteurs participant au gouvernement de la ville, cet article revient sur le modèle de développement choisi par l'Indonésie et soutenu par des acteurs internationaux. Le traitement de la pauvreté est alors un des moyens d'introduire de nouvelles pratiques, tant dans les modalités de gestion de la ville que dans la compréhension de la pauvreté. C'est ce que montrent les évolutions de la gestion de l'eau à Jakarta mais aussi les méthodes utilisées en vue de la réduction de la pauvreté.

Que ce soient les politiques urbaines, gérées par la municipalité, les actions d'aides des ONG, ou encore le rôle des acteurs privés de plus en plus en charge des services urbains, c'est bien la notion même de pauvreté qui apparaît redéfinie à partir de nouveaux principes et de nouvelles normes. Pour les comprendre, le concept de néolibéralisation permet de mettre en lumière les processus qui modifient les formes de gouvernement des villes du fait des mutations du système capitaliste. Les recompositions à l'œuvre influent directement sur le contenu et la manière de produire les politiques urbaines (Béal, 2010). Pour les réaliser et les transmettre, c'est tout un discours qui change et qui permet de justifier la nouvelle doctrine. Dans ce cadre, on observe à Jakarta une évolution de l'analyse de la pauvreté comme phénomène individuel qui ne serait ni un lien ni une conséquence du système dans son ensemble. Pour en sortir, on promeut de nouvelles stratégies en valorisant l'individu, l'entrepreneuriat et son insertion dans les applications du capitalisme dans la ville. De plus, la mise en œuvre de ce processus est ancrée dans des choix de gouvernance incluant gouvernements ou pouvoirs publics, mais aussi la société civile et le secteur privé. Cela induit des différenciations entre les groupes urbains selon leur statut ou leur niveau social, jouant tant sur leur accès à la ville que sur les bénéfices des politiques d'aides au développement. Même si l'enjeu affiché est social et la recherche de la réduction des inégalités, la néolibéralisation des politiques publiques urbaines est désormais marquée par des logiques de marché qui, du fait de leur fondement néolibéral et d'accumulation, participent à la reproduction des inégalités et à l'accentuation de l'injustice dans la ville. Plus encore, étant donné que la différence entre les citadins ne se fait pas en faveur des plus fragilisés, il apparaît que les acteurs de ces politiques participent à la précarisation de certains aux dépens d'autres, la redistribution des aides n'étant pas au profit des plus pauvres. Ainsi, ces politiques urbaines de traitement de la pauvreté, au nom de la modernisation, conservent les rapports inégalitaires entre les groupes sociaux et donc produisent des formes d'injustices sociales et spatiales.

A propos de l'auteur : Judicaëlle Dietrich, Laboratoire ENeC Espaces, Nature et Culture – UMR 8185

Pour citer cet article : Judicaëlle Dietrich, « Néolibéralisation des politiques de traitement de la pauvreté à Jakarta, des inégalités aux injustices », *justice spatiale | spatial justice*, n° 6 juin 2014, <http://www.jssj.org>

Bibliographie

ABEYASEKERE, Susan, *Jakarta: A History*. Oxford University Press, Singapour, 1987.

AMIN, Samir, *Le développement inégal, Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Editions de Minuit, Paris, 1973.

BAKKER, Karen, *Privatizing water: Governance Failure and the World's Urban Water Crisis*, Ithaca, NY: Cornell University Press, 2010.

BAKKER, Karen, "Trickle Down? Private sector participation and the pro-poor water supply debate in Jakarta, Indonesia", *Geoforum* 38, 2007.

BAKKER, Karen, KOOY, Michelle, SHOFIANI, Nur Endah, MARTIJN Ernst-Jan, "Disconnected: Poverty, Water Supply and Development in Jakarta, Indonesia", Human Development Report Office occasional paper, 2006.

BAKKER, Karen, "Gouvernance urbaine et service de l'eau : la participation du secteur privé à Jakarta (Indonésie)", in SCHNEIER-MADANES G. ET DE GOUVELLO B. (dir), *Eaux et Réseaux, Les défis de la mondialisation*, Paris, IHEAL CREDAL, La Documentation Française, 2003.

BEAL, Vincent, « Does neoliberalism matter? Apports et limites d'une notion montante des urban studies dans la science politique française », *Working paper du Programme Villes et territoires*, Sciences Po, Paris, 2010.

BIDAN PUSAT STATISTIC, *Jakarta in figures*, Bureau des statistiques de la Province de Jakarta DKI, 2011,

BONNEFF, Marcel (dir.) *L'Indonésie contemporaine, un choix d'article de la revue Prisma*, Editions L'Harmattan, 1994,

BRENNER Neil, THEODORE Nikolas, « Cities and the Geographies of 'Actually Existing Neoliberalism' », in Brenner, Neil, Theodore, Nik. (Eds.), *Spaces of Neoliberalism. Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Oxford, Blackwell. 2002,

BRENNER, Neil, THEODORE, Nikolas, « Neoliberalism and the Regulation of 'Environment' », in Heynen N., McCarthy J, Prudham S., Robbins P. (Eds.), *Neoliberal Environments: False Promises and Unnatural Consequences*, Guilford, New-York, 2007.

BRENNETOT, Arnaud, « Pour une géoéthique. Éléments d'analyse des conceptions de la justice spatiale », *L'Espace géographique*, 39 (1), p. 75-88, 2010.

BRENNETOT, Arnaud, « Les géographes et la justice spatiale : généalogie d'une relation compliquée », *Annales de géographie*, vol 2 n°678, p. 115-134, 2011.

BRET, Bernard, *Justice et Territoire, essai d'interprétation du Nordeste du Brésil*, 2 vols, Thèse d'Etat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2000.

CASTRO, Vivian, « Un PPP particulier : la société d'économie mixte ou "empresa mixta" », in Blanc, Aymeric et Botton, Sarah, *Services d'eau et secteur privé dans les pays en développement. Perceptions croisées et dynamique des réflexions*, publications AFD, France, p. 271-286, 2011.

CLING, Jean-Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille., ROUBAUD, François, (eds), *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, Paris, Economica, 2002.

CRANE, Randall, "Water Markets, Market Reform and the Urban Poor: Results from Jakarta, Indonesia", *World development* Vol 22 (1), p71-83, 1994.

- DE SOTO, Hernando**, *L'autre sentier, la révolution informelle dans le Tiers-Monde*, Paris, La Découverte, p. 244, 1994.
- DUPONT, Véronique, RAMANATHAN, Usha**, « Du traitement des slums à Dehli », in Dupont et Heuzé (eds), *La ville en Asie du Sud : Analyse et mise en perspective*. Purushartha n°26, EHESS, Paris, p. 91-131, 2007.
- GERVAIS-LAMBONY, Philippe, DUFAUX, Frédéric**, « Justice... spatiale ! », *Annales de géographie*, vol 1 (n° 665-666), p. 3-15, 2009.
- HARVEY, David**, "From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in urban governance in late capitalism", *Geografiska Annaler*, vol. 71b, n°1, p. 3-17, 1989.
- HARVEY, David**, *Le capitalisme contre le droit à la ville, Néolibéralisme, urbanisation, résistance*, Edition Amsterdam, p. 96, 2011.
- JAKARTA DKI**, *Rencana Tata Ruang Wilayah (RTRW) Jakarta 2030 (planification spatiale provinciale)*, Gouvernement provincial de Jakarta, p. 180, 2010.
- JESSOP, Bob**, "Libéralism, neoliberalism and urban governance: a state-theoretical Perspective", *Antipode*, Vol 34, 2002.
- KORSTSCHAK, Irfan**, *Nineteen, the lives of Jakarta's Street Vendors*, Mercy Corps, p. 200, 2008.
- KUZNETS, Simon**, « Economic Growth and Income Inequality », in: *The American Economic Review*, XLV, 1 (March 1955), 65, pp. 1-28., 1955.
- « *La ville néolibérale : une thèse crédible ?* », Lyon et Saint-Etienne, 12-14 septembre
- LE GOIX, Renaud**, 2005, *Villes et mondialisation : le défi majeur du XXIe siècle*. Paris : Ellipses.
- LEFEBVRE, Henri**, *La Production de l'espace*, Paris, Economica, p. 512, 2000.
- MARCUSE Peter, VAN KEMPEN Ronald**, *Globalizing Cities (a new spatial Order?)*, Blackwell Oxford, p. 336, 2000.
- MARIN, Pierre**, « Les PPP pour les services d'eau urbains dans les PED, retour sur les performances des quinze dernières années » in Blanc, Aymeric et Botton, Sarah, *Services d'eau et secteur privé dans les pays en développement. Perceptions croisées et dynamique des réflexions*, publications AFD, France, p. 95-129, 2011.
- MCGRANAHAN, Gordon, SATTERTHWAITE, David**, *Governance and getting the private sector to provide better water and sanitation services to the urban poor* (Human Settlements Working Paper Series Water No. 2). London. p. 37, 2006.
- MERGOS, George**, "Private participation in the water sector: Recent trends and issues", *European Water* 9/10, p59-75, 2005.
- MUNICIPALITE DE BEKASI**, Etude stratégique de gestion de la population migrante vers la ville de Bekasi (Rapport final), 2011, 107 p.
- OSMONT, Annik, GOLDBLUM, Charles, LANGUMIER, Jean-François, LE BRIS, Emile, DE MIRAS, Claude, MUSIL, Clément**, (rédacteurs), *La gouvernance urbaine dans tous ses états. Analyses et propositions du groupe de réflexion sur la gouvernance urbaine*, Paris : Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, p. 67, 2008.
- PALYJA, PT PALYJA's comments on KRuHA statements in its submission to the UN Independent Expert on the Right to Water and Sanitation that concern the water concession contract for the West Zone of Jakarta**, 2010.
- POLANYI, Karl**, *La Grande Transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Collection Tel, p. 467, 2011 (1944).
- RUJAK**, Center of urban studies, 2011, *Jakarta Kata Fakta*, Rujak, Jakarta, p. 416
- SASSEN, Saskia**, *La Critique de l'Etat*, Paris : Le Monde diplomatique, Demopolis, 2009.
- SEN, Amartya**, *Repenser l'inégalité*, Paris, Le Seuil, p. 281, 2000.

SILVER, Christopher, *Planning the megacity, Jakarta in the twentieth century*, Routledge, New York, p. 262, 2008.

SUBANGUN Emmanuel, *Pauvres et pauvreté en Indonésie : le cas de Jakarta*, Thèse de troisième cycle, Paris. 1986

SWYNGEDOUW, Erik, *L'eau privatisée, l'eau, l'argent et le pouvoir*, La brèche p 47 -64, 2010.

TICKELL, Adam, PECK, Jamie, « Neoliberalism Space », *Antipode*, Vol 34, 2002.